

BORDEREAU D'ENVOI

Nom de la collectivité :

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU)

20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud
13800 ISTRES

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: contact@symcrau.com

Liste des pièces adressées le

10 OCT, 2017

A

Monsieur le Sous-Préfet d'Istres

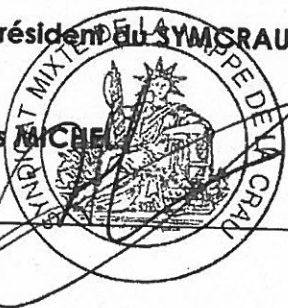
DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
Délibération : Vote du débat d'orientations budgétaires présenté sous forme de rapport	N° 16/17	5 octobre 2017

Fait à Istres le

10 OCT, 2017

Le Président du SYMCRAU,

Louis MICHEL



ACCUSE DE RECEPTION :

Déposé en Sous Préfecture d'Istres le :

(tampon-dateur de la sous-préfecture)

Sous-Préfecture d'Istres

12 OCT, 2017

Courrier arrivé

Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 16/17

Objet de la délibération : Vote du débat d'orientations budgétaires présenté sous forme de rapport

L'an deux mille dix sept
et le 5 octobre
le Comité Syndical du Syndicat Mixte
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau
régulièrement convoqué s'est réuni
en nombre prescrit par la loi
sous la présidence de Monsieur Louis MICHEL

Étaient présents :

➤ **Membres à voix délibérative :**

Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Marylène BONFILLON, M. Vincent BONFILLON, Mme Agnès BRUNET, Mme Aline CIANFARANI, M. Alain DERVIEUX, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Louis MICHEL, M. Olivier MICHEL, M. Michel MILLE, Mme Marie-France SOURD, Mme Céline TRAMONTIN, M. Louis TRONC.

➤ **Membres à voix consultative :**

Monsieur Xavier DUFOUR

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 16 Procuration : 0 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 16

Secrétaire de séance : Madame Mireille HENRY

Rapporteur : Monsieur le Président

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celles-ci doivent obligatoirement **organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget primitif**. Ce débat n'a **aucun caractère décisionnel** mais doit néanmoins **faire l'objet d'une délibération avec vote**.

De nouvelles dispositions ont été prévues par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la république relative à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales « dispositions de l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, loi NOTRe », et complétées par le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire

Ainsi pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, et les départements, ce rapport doit comporter :

- ✓ **Les orientations budgétaires** envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- ✓ **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de **programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.**
- ✓ **Des informations relatives à la structure** et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Comme pour l'exercice 2017, le rapport présente, en outre, **l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel** pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

En conséquence, le rapport sur les orientations budgétaires de 2018 est présenté au comité syndical, tel qu'il est annexé.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2312-1,

Vu le rapport d'orientations budgétaires ci-joint,

LE COMITE

OUI l'exposé de M. le Président présentant le rapport d'orientations budgétaires,

APRES en avoir délibéré,

A L'UNANIMITE des membres présents,

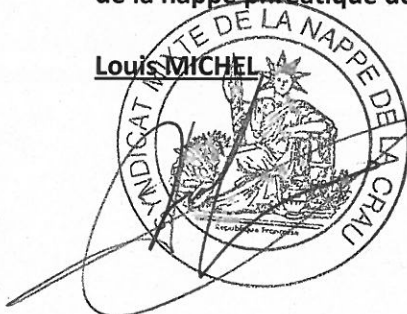
PREND ACTE de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2018 présenté sous forme de rapport CI-JOINT,

AUTORISE le Président à signer les pièces nécessaires,

AINSI fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**Le Président du Syndicat Mixte de gestion
de la nappe phréatique de la Crau,**

Louis MICHEL



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

RAPPORT N° 5 :

Objet : Rapport d'Orientations Budgétaires

En vertu de l'article L.5722-1 du CGCT, la gestion du Syndicat mixte, est assimilée à celle d'une commune de plus de 3 500 habitants. Celles-ci doivent obligatoirement **organiser un débat d'orientation budgétaire dans les deux mois précédents le vote du budget** primitif. Ce débat n'a **aucun caractère décisionnel** mais doit néanmoins **faire l'objet d'une délibération avec vote**.

De nouvelles dispositions ont été prévues par la loi portant nouvelle organisation territoriale de la république relative à la transparence et à la responsabilité financière des collectivités territoriales « dispositions de l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015, loi NOTRe », et complétées par le décret 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire

Ainsi pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, et les départements, ce rapport doit comporter :

- ✓ **Les orientations budgétaires** envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement,
- ✓ **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de **programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes**.
- ✓ **Des informations relatives à la structure** et la gestion de l'encours de dette le cas échéant, et les perspectives pour le projet de budget.

Comme pour l'exercice 2017, le rapport présente, en outre, **l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel** pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

La présentation de ce rapport par l'exécutif doit donner lieu à un débat, dont il sera pris acte par une **délibération spécifique de l'assemblée délibérante, et fera l'objet d'un vote**. L'assemblée délibérante prendra non seulement **acte de la tenue du débat**, mais également de **l'existence du rapport** sur la base duquel se fonde le DOB.

1) Le contexte général et les grandes orientations 2018

Le premier objectif du DOB est de **mettre en discussion les priorités d'intervention** de la structure dans le contexte financier et administratif de celle-ci.

Cette année le DOB est proposé dès le mois d'octobre afin de permettre aux membres du SYMCRAU de **connaître le plus tôt possible le montant des participations** à intégrer dans leur prévision budgétaire pour l'exercice 2018. Ainsi, le budget sera voté dès le début du mois de décembre. Il est envisagé dans un premier temps de voter le Budget Primitif 2018 sans attendre l'affectation des résultats, et dans un deuxième temps de voter un Budget Supplémentaire afin d'affecter les résultats de l'année 2017, ainsi que les dépenses associées suite aux orientations qui seront prises lors du ROB (études, recrutements...).

1-1 Evènements marquant 2017 et 2018

- ✓ La signature du Contrat de nappe le 30 janvier 2017 marquant le début de la mise en œuvre du programme d'actions.
- ✓ L'engagement de l'étude SIMBA sur le biseau salé ainsi que la mise en place d'un réseau de suivi
- ✓ Fin de l'Etude Ressource Stratégique
- ✓ Lancement de l'Etude SINERGI début 2018
- ✓ Mise en place dès janvier 2018 d'un service civique volontaire afin d'initier une politique d'information de sensibilisation sur la préservation de la ressource en eau souterraine sur la Crau
- ✓ Recrutement d'un Contrat à durée déterminée de 18 mois sur la définition des besoins en eau des milieux humides alimentés par la nappe
- ✓ Initiation d'une démarche de promotion de la compétence de « préservation des eaux souterraines » à l'échelle nationale en liaison avec l'ANEB.

1-2 Rappel des missions statutaires du Syndicat :

Le Syndicat a pour « missions statutaire notamment, en liaison avec les orientations du SDAGE, de :

- capitaliser l'ensemble des données afférentes à la nappe et réaliser les études qu'il jugera nécessaires pour approfondir la connaissance de la nappe phréatique de la Crau
- veiller à ce que les aménagements, les études et les travaux ayant un impact direct sur les systèmes hydrauliques superficiels, la nappe de Crau et leur environnement, respectent les objectifs généraux de préservation des milieux et de sécurité,
- suivre les études et opérations nécessaires à une bonne qualité des eaux superficielles et souterraines et à la mise en valeur des milieux aquatiques en général,
- suivre la mise en place d'une gestion rationnelle des prélèvements, notamment souterrains,
- participer à la négociation de financements auprès des partenaires financiers,
- associer à sa demande tous les partenaires publics, associatifs ou privés qu'il jugera utile dans un but de concertation, de coordination et d'approche globale, et préparer toute politique contractuelle correspondante.
- assurer la maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations de gestion nécessaires à la préservation de la nappe de la Crau,
- assurer une coordination entre les différents acteurs du bassin versant visant à promouvoir une gestion globale et concertée de la nappe de la Crau et des milieux aquatiques associés à travers la mise en œuvre d'un document de planification de type charte, contrat de milieu, SAGE ou tout autre outil existant,
- assurer une assistance à la maîtrise d'ouvrage aux membres du Syndicat, une mission de conseil ou d'expertise pour des opérations ou des projets liés à la nappe de la Crau »

1-3 Bilan des actions 2017 et priorités 2018 :

Observer et anticiper :

- **Le réseau de suivi quantitatif et qualitatif :**

Objectif :

Disposer d'une vision de l'évolution de la qualité des eaux souterraines et en temps réel de l'évolution du niveau de la nappe

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
<ul style="list-style-type: none"> - Quantité : suivi, maintenance et exploitation des données des 23 piézomètres SYMCRAU, analyse des 10 points des autres réseaux partenaires (INRA, BRGM) - Qualité : échantillonnage (hautes et basses eaux) et exploitation des données des 17 qualitomètres - Campagne thématique autour d'Entressen 	Poursuite du suivi (nouveau marché suivi de la nappe de la Crau)
Coûts : 26 000 €	Coûts : 32 000 €

- **L'observatoire de la nappe**

Objectif : recenser, inventorier et diffuser à un large public les données et études liées aux eaux souterraines et à l'occupation des sols en Crau

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
- animation et mise à jour régulière de l'observatoire - mise à disposition des données lors des demandes	Poursuite du dispositif à l'identique
Coûts : 1 500 € +15 jours de travail	Coûts : 1500 € +15 jours de travail

- **Le modèle hydrogéologique :**

Il s'agit d'un outil de calcul innovant capable de simuler le niveau de la nappe en fonction de paramètres physiques, climatiques et agronomiques) et la migration de polluants dans les eaux souterraines.

Objectif :

- disposer d'un outil de simulation de la sensibilité de la nappe à des projets (aménagement, nouveau captage...),
- réaliser des simulations prospectives liées à d'éventuelle modification de la recharge de la nappe
- simuler le transfert de polluant depuis la surface (extension d'un panache de pollution, temps de transfert ...)

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
- Mise à jour du modèle en vue de son utilisation dans le cadre de l'étude SINERGI (formation agent à l'INRA sur partie agronomique du modèle, nouvelle carte d'occupation des sols – cf SINERGI, intégration des données de prélèvements, ...)	Poursuite de la mise à jour du modèle
40 jours de travail	40 jours de travail

Connaître :

- **L'ERS (Etude Ressource Stratégique) :**

Objectif : définir des zones de sauvegarde pour préserver les besoins actuels et futurs en eau potable

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
- validation de l'étude - accompagnement des Portés à connaissance correspondants des services de l'Etat - réflexions partenariales avec les professionnels (agricultures, carrières, ...)	- délibération des collectivités et EPCI-FP concernés - identification d'actions partenariales pour la préservation des zones de sauvegarde (discussions avec profession agricole, canalisations enterrées,...)
Coûts : 6 500€	30 Jours de travail

- **L'étude SIMBA (Surveillance des Intrusions Marine en Basse crAu)**

Objectif :

- Mettre en place un réseau de suivi du biseau salé pour connaître son état et sa variabilité dans l'espace et dans le temps,
- Identifier l'origine de la salinité et comprendre les facteurs de contrôle de son évolution,
- Optimiser un réseau de surveillance à long terme et définir des mesures de gestion pour limiter les intrusions marines (si nécessaire)

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition et pose de 7 sondes pour suivre la conductivité des eaux - Réalisation de deux campagnes piézométriques - Réalisation d'une campagne d'échantillonnage pour analyses qualitatives - Réalisation d'une campagne de « test hydraulique » 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi de l'étude avec le BRGM - Campagne d'analyses et de terrain
Coûts : 50 000€ +45 jours de travail	Coût : 34 020 € + 50 jours de travail

- **L'étude SINERGI (Sensibilité de la Nappe aux conditions de prélèvements et de Recharge et Gestion de crise)**

Objectif :

- Connaître les volumes exploitables dans la nappe en fonction des conditions de recharge,
- Définir des côtes piézométriques de référence pour anticiper et gérer les situations de tension sur la ressource.

Cette étude mobilisera le modèle hydrogéologique pour tester des scénarios de prélèvement et surtout de recharge. Il est souhaitable que le SYMCRAU soit assisté d'un expert en hydrogéologie et d'un cabinet de concertation pour accompagner le projet.

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
<ul style="list-style-type: none"> - Attribution du marché en fin d'année - Mise à jour du modèle et formation de l'agent sur la partie agronomie du modèle (cf ci-dessus dans la partie sur le modèle) - démarrage des travaux avec le bureau d'étude (fin d'année) 	<ul style="list-style-type: none"> - Lancement et suivi de l'accompagnement du marché - Poursuite de la mise à jour du modèle
Coûts : 5 000€	Coûts : environ 35 000€

Accompagner les politiques publiques

- Suivre l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques susceptibles d'interférer avec la ressource en eau souterraine (alimentation en eau potable et gestion des eaux usées, aménagement du territoire, pluvial, politique agricole...)

Mise en œuvre 2017	2018
Nombre de jours : 30	Nombre de jours : non déterminé

- **Conseiller les porteurs de projets dans la prise en compte des questions d'eau dans leurs projets**

Objectifs : favoriser une gestion durable de la ressource en eau

Bénéfice pour les maîtres d'ouvrage :

- disposer d'outils et de services spécialisés clés en main et à moindre coût
- gagner du temps dans les procédures

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
<ul style="list-style-type: none"> Etude d'opportunité sur la capacité de production de la nappe pour la création d'un captage AEP Déplacement d'un captage AEP Centrales photovoltaïques Incidences Aménagement Autodrome Avis sur un renouvellement d'autorisation de Captage AEP 	Maintien des missions de conseil

Accompagnement sur des projets de ZAC Avis sur les SOCLE de bassin et Métropole Expertise sur le guide Régional Eaux souterraines et Aménagement ...	
Nombre de jours : environ 45 jours etp	Nombre de jours : ?

- **Sensibiliser aux enjeux de l'eau sur le territoire**
Objectif : faciliter la compréhension des politiques menées

Mise en œuvre 2017	2018
<ul style="list-style-type: none"> - Publication d'un rapport d'activité et des bulletins annuels (nouveau format du bulletin quantitatif) - Mise à jour du site internet et de la page facebook - Création d'un document de synthèse du contrat de nappe et de l'ERS - Création d'outils : matériel d'exposition (2 kakémonos), une banderole, stylos publicitaires - Participation au Salon des Agricultures de Provence - Médiatisation de la signature du Contrat de nappe (France3, presse locale et journaux municipaux,...) 	<ul style="list-style-type: none"> - Publication d'un rapport d'activité et des bulletins annuels - Mise à jour du site internet et de la page facebook - Salon des Agricultures - Autres manifestations ? - Recrutement d'un Service Civique pour bâtir une stratégie pédagogique d'Information, de sensibilisation et de communication
Nombre de jours : 60 Coût : 6 000 €	Nombre de jours : 60 Coût : 15 000 €

Coordonner les énergies autour de la préservation de la ressource en eau souterraine: LE CONTRAT DE NAPPE

Mise en œuvre 2017	Priorité 2018
- Signature du contrat	<ul style="list-style-type: none"> - mise en œuvre des actions sous MO SYMCRAU : SINERGI, SIMBA, Stratégie Com,... - Accompagnement autres actions sous MO partenaires: étude sur le développement du Bio, développement observatoire citoyen,...
Coût : 3 000 € + réparti dans les actions	Coût intégré dans les autres postes

2) Principes généraux de la construction du budget :

L'ensemble d'activités déployées jusqu' à présent, a permis d'affermir l'expérience, le savoir-faire, l'expertise du Syndicat et le SYMCRAU est maintenant reconnu pour cela. Au bout de 10 ans d'existence, des efforts considérables en matière d'acquisition de connaissance et un Contrat de nappe signé, c'est **une seconde étape dans la vie de cette structure**. Il faut l'aborder avec la responsabilité indispensable à une **gestion sereine et durable** de l'eau sur ce territoire.

Les orientations budgétaires doivent traduire à la fois la volonté et l'ambition d'une **gestion performante** et innovante mais aussi la **réalité économique** du moment ainsi que les perspectives d'avenir. Les orientations budgétaires suivantes permettent de prendre en considération ces éléments et d'avoir **une gestion équilibrée du Syndicat en assurant la continuité et le développement des missions**.

Les propositions budgétaires pour l'exercice 2018 s'inscrivent dans le droit fil des orientations pluriannuelles prises lors du DOB et du budget de l'exercice 2017.

Pour mémoire, il avait été acté :

- ✓ La nécessité de **maintenir le dynamisme de la structure et la capacité d'expertise** en accompagnement des projets et donc de rechercher des recettes permettant d'assumer les dépenses maîtrisées mais croissantes inhérentes à la montée en puissance du Syndicat. Pour cela, **une augmentation de cotisations échelonnée sur trois exercices** a été souhaitée. Le premier pallié a été réalisé en 2017, les deux suivants concernent les exercices 2018 et 2019.
- ✓ **La poursuite de l'effet levier des subventions**, déjà au maximum, permettant de réaliser **3 € d'intervention pour un 1 € de cotisation statutaire**.
- ✓ Le financement des services d'expertise et de conseil à l'échelle locale (inférieure à l'échelon communal) feront l'objet de conventions, dans un cadre juridique adapté, dont les aspects financiers sont basés sur les montants journaliers forfaitaires fixés par délibération 06/17 du 31 mars 2017.

3) Evolution des dépenses

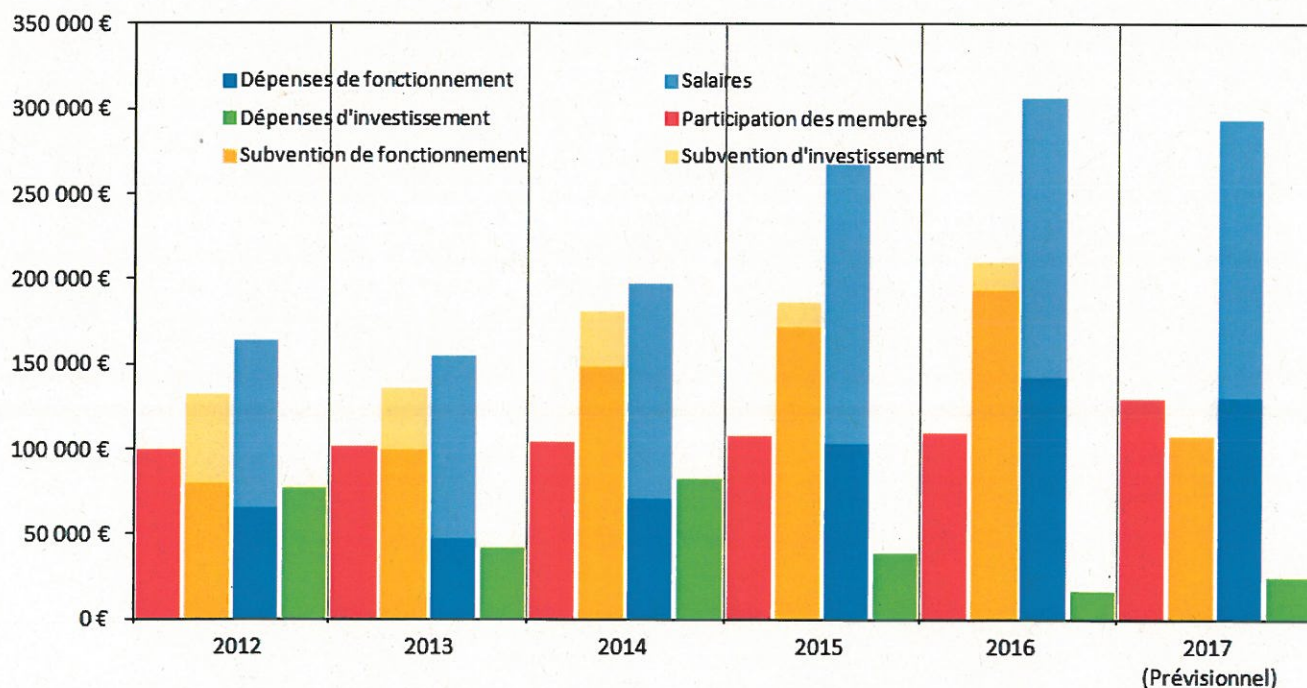


Figure 1 : Etat des dépenses et des recettes depuis 2012

3-1 La masse salariale

La masse salariale représentera près de la moitié des dépenses de fonctionnement en 2017 (cf figure 1). Ce qui correspond parfaitement au rôle confié au SYMCRAU, à savoir de disposer d'un pôle technique hautement spécialisé et mutualisé à l'échelle du territoire sur les questions de ressource en eau et leur prise en compte dans les différentes politiques publiques.

En 2017, le SYMCRAU fonctionne avec 4 postes permanents pourvu partiellement. En effet, sur 3,8 Equivalents Temps plein, seulement 3,6 sont réellement pourvus:

- ✓ **3 Ingénieurs territoriaux** avec des profils hydrogéologue dont deux sont à 80% (congés parentaux) et un à 100% (un en charge de la direction du Syndicat et de l'animation du Contrat de nappe ; le second en charge de la modélisation de la nappe, du suivi des dossiers d'aménagement du territoire et des études ERS et SINERGI ; et le troisième chargé de l'observatoire de la nappe, des réseaux de suivi et du projet SIMBA)
- ✓ **1 assistante administrative et financière** à temps non complet (80%) en charge du suivi administratif et financier courant, de la gestion des ressources humaines et des carrières, de l'organisation des assemblées,...

Pour 2018, ces postes seront maintenus avec une évolution liée à un congé parental à 80% en plus soit 3,4 ETP.

NOTA : Les postes techniques ne sont plus subventionnés que par l'Agence de l'Eau à hauteur de 50%. Les aides de la Région et du FEDER ne sont plus mobilisables pour ce type de postes.

En l'état actuel, il n'est pas envisagé de création de poste permanent en 2018, néanmoins :

- ✓ le développement du volet « **Sensibilisation et partage de connaissances** » du **Contrat de nappe**, nécessite d'envisager le recrutement d'un **service civique volontaire** afin d'initier une politique d'information de sensibilisation sur la préservation de la ressource en eau souterraine sur la Crau.
- ✓ la réalisation d'un **diagnostic et du montage d'un projet autour de l'alimentation des zones humides** par la nappe de la Crau ont permis de négocier avec les financeurs, le recrutement d'un **contractuel sur un emploi non permanent pendant 12 à 18 mois**. Ce renfort ponctuel permettra également de **consolider l'équipe** sur cette période pendant laquelle une partie des effectifs est indisponibles.

Ainsi les charges de personnel s'élèveront à environ 220 000 €, dont seulement 165 000 € devraient être prévus dès le budget primitif (crédits correspondants à la masse salariale actuelle).

A plus long terme, la pérennisation des missions inhérentes au volet sensibilisation du contrat, l'augmentation des demandes de conseil des membres et la perspective éventuelle d'un SAGE Crau nécessitera de conduire une réflexion et des choix quant aux moyens humains du Syndicat.

3-2 Le budget de fonctionnement consacré aux actions

Le SYMCRAU est monté en puissance depuis sa création. Cette tendance s'est traduite dans l'évolution du budget dédié aux actions. Pour l'année 2017, celui-ci devrait s'élever à environ 75 000€.

L'activité du SYMCRAU dans les prochaines années sera liée à la mise en œuvre du programme d'actions du Contrat de nappe avec, outre la poursuite des activités permanentes, principalement la mise en application de l'ERS, l'étude SIMBA, l'étude SINERGI et le déploiement du volet « sensibilisation du Contrat » qui permet la diffusion et la prise en compte des études techniques.

La dynamique croissante du Syndicat et la programmation du Contrat de nappe dont les actions protégées par le SYMCRAU représentent **essentiellement des dépenses de fonctionnement**, nécessitent de prévoir **une évolution croissante des dépenses de fonctionnement liées aux actions**.

La concertation mise en œuvre dès la fin 2016 pour élaborer une stratégie répondant à cette situation, a conduit à la réévaluation des cotisations des membres évoquée ci-avant.

Les partenaires financiers se sont engagés dans le contrat de nappe à accompagner ces projets à hauteur de 80%. Ainsi, l'effort d'autofinancement sollicité par les actions est plus faible que celui sollicité par la masse salariale.

Pour l'exercice 2018, les dépenses de fonctionnement liées aux actions sont prévues autour de **120 000 €** dont **60 000 €** seront proposés dès le stade du budget primitif et **60 000 €** après l'affectation des résultats lors du budget supplémentaire.

3-3 Evolution des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement ont également augmenté progressivement depuis la création du Syndicat en lien avec sa mise en place. Celles-ci s'élèvent aujourd'hui à environ **60 000€**. Elles sont **relativement stabilisées** (environ +2% par an) grâce à des efforts constants pour veiller à une maîtrise rigoureuse de ces dépenses.

3-4 Le budget d'investissement

Le budget d'investissement est généralement plus faible que le budget de fonctionnement (CF figure 1). Ceci s'explique encore une fois par les **missions statutaires du SYMCRAU davantage orientées vers des études, des suivis et un capital humain spécialisé** (donc du fonctionnement).

Les investissements réalisés par le SYMCRAU depuis sa création correspondent donc à du matériel informatique, trois véhicules (achat d'un véhicule envisagé d'ici la fin de l'année 2017), des études préalables à des travaux, des travaux de forage et des équipements d'hydrométrie. **Le SYMCRAU est désormais bien équipé en matériel technique.**

Pour 2018 et à moyen terme, les dépenses d'investissement seront dédiées à du renouvellement progressif (environ 5 000€ en 2018), ou à l'achat de sondes spécifiques dès que l'étude SIMBA sera terminée (2019/2020). Ainsi les **dépenses d'équipement seront en décroissance** (CF figure 1).

Cependant **le SYMCRAU recherche actuellement de nouveaux locaux** adaptés à son activité dans une logique d'installation pérenne. Le projet, dès qu'il sera finalisé, **pourrait nécessiter une dépense importante et nouvelle en section d'investissement**. Il faudra rechercher alors, auprès de nos partenaires voir d'organismes financiers, des financements correspondants.

Ainsi, les **dépenses d'investissement s'élèveront en 2018 à environ 65 000 €** correspondant principalement à équilibrer des recettes liées aux opérations d'amortissement et à l'affectation du résultat prévisionnel positif (dont environ 30 000€ seront inscrits dès le budget primitif et 35 000€ lors de l'affectation des résultats).

Ainsi une **diminution de près de 25%** de ce budget est prévisible par rapport au crédit ouvert en 2017.

4) Endettement

Le SYMCRAU a réussi la montée en puissance progressive liée à sa création **sans contracter d'emprunt** tout en s'équipant et en réalisant les travaux de foration des piézomètres.

Le projet **d'installation pérenne dans des nouveaux locaux** ci-dessus évoqué, **pourrait nécessiter à moyen terme de contracter un emprunt** pour des travaux d'aménagement, si cela s'avérait nécessaire.

5) Encadrement du chiffrage des ressources

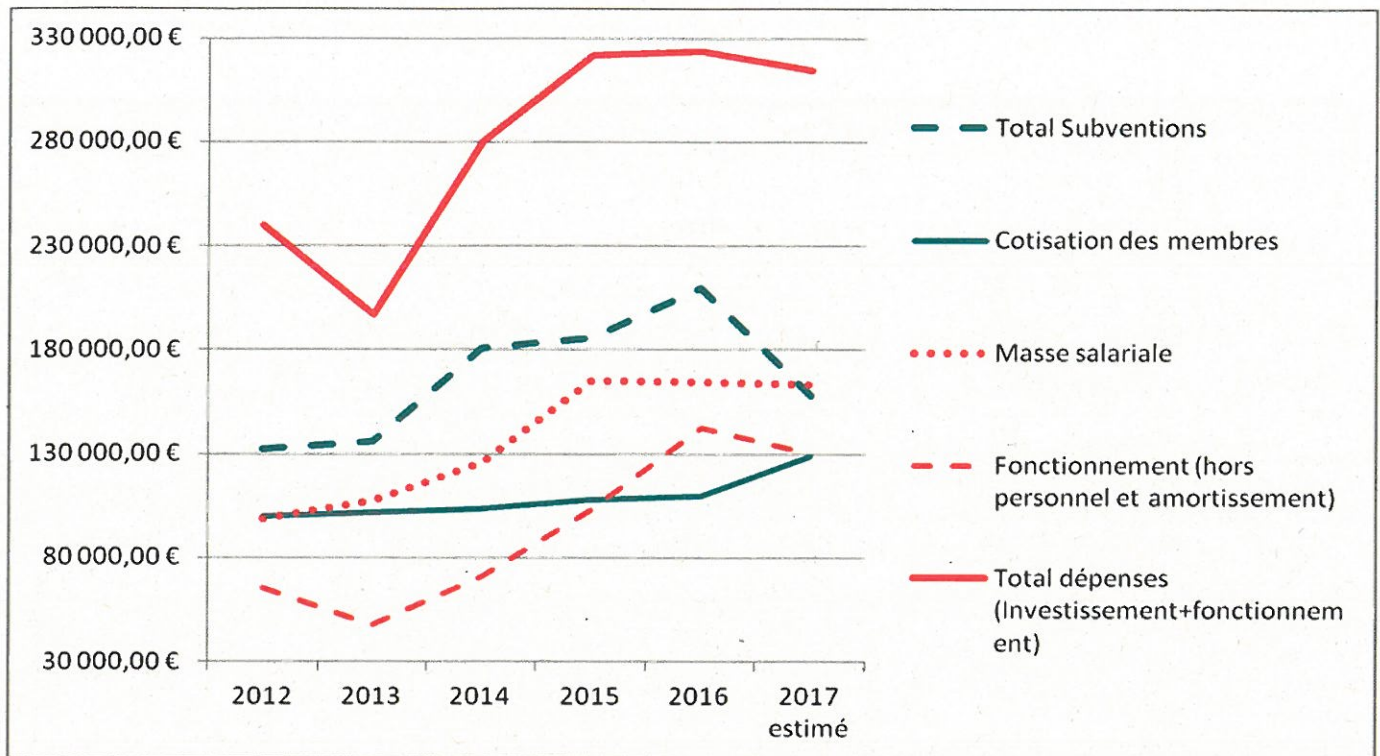


Figure 2 : Evolution des dépenses et de recettes

5-1 Les subventions :

Un effet levier est systématiquement recherché par la mobilisation de co-financements de l'Agence de l'Eau, de la Région et du département sur les postes techniques et les actions que met en œuvre le SYMCRAU. Si bien que **pour 1€ de cotisation statutaire, le SYMCRAU réalise 3 € d'intervention (Cf figure 2)**

1€ de contribution statutaire = 3€ d'interventions

Ainsi, malgré le désengagement des crédits européens FEDER en 2013, **l'évolution des subventions a suivi l'évolution à la hausse des dépenses liées aux actions et aux postes** (cf figure 2 ci-dessus) avec un décalage dans le temps lié au système de versement après paiement (qui nécessite une trésorerie suffisante). C'est **grâce à cet effet levier que le SYMCRAU a pu monter en puissance**, multiplier par 3 son niveau d'intervention et par 4 sa masse salariale **sans que l'évolution des cotisations ne suive cette dynamique** (augmentation significative qu'une seule fois en 2011 depuis sa création). Il est à préciser que la mobilisation de cofinancements a atteint un maximum qu'il conviendra d'entretenir.

Le **Contrat de nappe permet d'avoir une visibilité pluriannuelle** des subventions qui continueront de conforter les recettes du Syndicat sur les actions généralement à hauteur de 80% des projets. Sur les postes, seules les subventions de l'Agence de l'eau devraient se maintenir.

En 2018, le montant des subventions de fonctionnement s'élèveront à environ **172 000 € dont 142 000 € sont envisagés au stade du budget principal** et environ 30 000 € ajoutés dans le cadre du budget supplémentaire.

En investissement, 5000 € de subvention pourront être inscrits lors du budget supplémentaire.

5-2 Les cotisations statutaires des membres :

La répartition des cotisations des membres est définie par application d'une clé fixée dans les statuts. La montée en puissance du Syndicat est liée à son déploiement progressif depuis sa création. Actuellement toujours en dynamique de progression au bout de 10 ans d'existence, **les sollicitations des membres et des partenaires institutionnels demeurent croissantes.**

Jusqu'en 2017, les cotisations des membres ont été relativement stables (une seule augmentation significative en 2011). Les figures 1 et 2 montre bien cette stabilité des cotisations alors que l'activité du Syndicat est en croissance constante. **L'optimisation de l'effet levier des subventions ci-dessus évoqué a permis de supporter cette situation mais celle-ci est aujourd'hui poussée au maximum.**

Une concertation a été réalisée lors de la préparation de l'exercice budgétaire 2017 afin de débattre des mesures à mettre en œuvre (arbitrage entre les missions et/ou augmentation des cotisations statutaires).

Le Comité Syndical a acté les orientations suivantes lors du DOB 2017 :

- ✓ La nécessité de **maintenir et poursuivre le déploiement opérationnel des missions** du Syndicat à travers les études structurantes (SINERGI et SIMBA), les missions de conseil et d'expertise au près des membres et partenaires institutionnels, la mise en œuvre du Contrat de nappe, les actions de coordination avec les autres politiques publiques ou les autres échelles (Durance, SOCLEs,...), l'engagement d'une politique de sensibilisation à la préservation de la nappe de la Crau (volet E du Contrat de nappe),
- ✓ La poursuite d'une **gestion rigoureuse des dépenses**,
- ✓ Le **maintien de l'effet levier généré par les cofinancements recherchés systématiquement**,
- ✓ En enfin, une **croissance des participations statutaires lissée sur trois exercices à compter de 2017, avec pour objectif d'atteindre 170 000 € de cotisations en 2019.**

Dans le droit fil, de ces orientations, il est envisagé un montant global d'environ **154 400€ de participations statutaires pour l'année 2018**, soit une augmentation de moins de 25 000 € à répartir sur l'ensemble des membres.

Conclusion :

Lors de la concertation réalisée en 2017 sur l'avenir du Syndicat, les débats ont fait émerger la nécessité de poursuivre la dynamique de déploiement du Syndicat visant la mise en œuvre d'une politique publique de l'eau durable.

Les orientations budgétaires pour l'exercice 2018 s'inscrivent dans le prolongement de celles retenues en 2017, à savoir :

- ✓ Dans une situation établie de finances publiques restreintes, le SYMCRAU continue sa stratégie **d'optimisation des financements en assurant une gestion rigoureuse de ses dépenses en recherchant de manière systématique un effet levier avec des subventions** (permettant de réaliser 3€ d'intervention pour 1€ de cotisation statutaire).
- ✓ **Une mise à niveau des participations statutaires jusqu'en 2019 dont le niveau 2018 est contenu à un niveau conforme aux orientations envisagées en 2017** (+ 25 000 € à répartir entre les membres).

Grâce à cette stratégie le SYMCRAU, par son **capital humain spécialisé** et très investi dans ses missions, sa capacité à mobiliser les acteurs dans des dynamiques de concertation, à **monter des projets et leurs financements** liés, accompagne le territoire dans la mise en œuvre **d'une politique de l'eau respectueuse des milieux naturels, au bénéfice des habitants avec des coûts maîtrisés.**

Le rapport entendu, le Comité Syndical est invité à :

- **Approuver la délibération qui prend acte de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2018 présenté sous forme de rapport.**